

**C**omment transmettre les mémoires et cultures LGBTQIA+ en l'absence d'archives? Depuis 2021, le réseau Big Tata réunit dix-huit associations qui tentent de répondre à cette question en développant une « archive vivante » : une mémoire queer collectée, indexée et réactivée par et pour les communautés concernées sur les territoires.

Cette enquête de terrain, menée à Bordeaux, Toulouse, Nice et Lyon, donne la parole aux bénévoles qui font vivre ces archives à travers des spectacles, des expositions et des podcasts. Elle éclaire également les tensions qui traversent ces collectifs : absence de financement, épuisement militant, incertitude sur l'avenir.

Marie-Madeleine Dumax-Vorzet brosse le portrait d'un mouvement encore en pleine structuration, où chaque collectif invente, à sa mesure, une manière de faire mémoire.



Marie-Madeleine Dumax-Vorzet

## Archives et mémoires queers françaises : les collectifs d'archives issus du réseau Big Tata

Écrire demain - Regards d'étudiants

OPC  
— OBSERVATOIRE  
DES POLITIQUES  
CULTURELLES

— université  
— lumière  
— LYON 2

La collection *Écrire demain – Regards d'étudiants* a été imaginée en partenariat avec l'université Paris Dauphine et elle s'est enrichie, au fil du temps, de productions issues d'autres universités (Sciences Po Grenoble, université Grenoble Alpes, HEC Paris, université Lyon 2...).

Elle rassemble des articles écrits par des étudiant·e·s en Master Culture à partir des mémoires qu'ils et elles ont produits. C'est dans cet esprit qu'a été créée cette collection : partager avec le grand public des travaux dont la valeur reste souvent méconnue faute de diffusion. Pourtant, les sujets et les terrains choisis vont au-delà du « simple » exercice universitaire, ils explorent des zones d'ombre ou des utopies à défendre, de même qu'ils aident à requestionner des schémas tenus pour acquis. Garder cette possibilité d'étonnement à l'égard des nouveaux objets d'attention d'une future génération de professionnels de la culture est autant un indicateur qu'une boussole auxquels nous souhaitons donner de la visibilité sur le média de l'OPC.

# Sommaire

|                                                                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Introduction</b>                                                                                                   | 2  |
| <br><b>Une continuité essentielle entre diversités organisationnelles et diversités territoriales</b>                 | 4  |
| Des structures hétérogènes, entre fonds d'archives, bibliothèques queers et formes hybrides                           | 4  |
| Liens avec le réseau Big Tata et coopérations                                                                         | 5  |
| Des bénévoles concernés et engagés : militantisme, formations et transmissions                                        | 5  |
| <br><b>Faire durer l'archive vivante : fragilités matérielles, travail bénévole et tensions avec les institutions</b> | 7  |
| Manque de moyens, professionnalisation et pérennisation fragiles, voire impossibles                                   | 7  |
| Entre autonomie militante et dépendance institutionnelle                                                              | 9  |
| <br><b>L'archive vivante en actes : transmissions, programmations culturelles et chaîne archivistique</b>             | 12 |
| Programmation culturelle et événements                                                                                | 12 |
| Expositions notables et nouvelles traces communautaires                                                               | 13 |
| <br><b>Conclusion</b>                                                                                                 | 15 |
| <br><b>Bibliographie sélective</b>                                                                                    | 16 |
| <b>Annexe</b>                                                                                                         | 17 |

# Introduction

Fondé en 2021 à Marseille, le réseau Big Tata se définit comme le « *premier réseau de bibliothèques et de centres d'archives LGBTQIA+* » de la francophonie. Il comprend dix-huit associations loi 1901 dédiées à la collecte, à l'indexation, à la mise à disposition (bibliothèques et fonds d'archives) et à la valorisation d'archives queers. Une « archive queer » désigne tout document ou objet considéré comme pertinent sur le sujet queer, c'est-à-dire les pratiques, les personnes et les savoirs qui ne se laissent pas définir par des normes de genre, de classe, de race, au regard des communautés-sources concernées.

Le réseau répond à un contexte post-sida qualifié par Antoine Idier de « déficit mémoriel »<sup>1</sup>, et participe à une politique archivistique dite des « archives vivantes ». Sam Bourcier, chercheur et membre fondateur du Collectif Archives LGBTQI+ de Paris et du réseau Big Tata, définit les « archives vivantes »<sup>2</sup> comme des archives créées par et pour les communautés-sources queers, où une « chaîne archivale »<sup>3</sup> (Collection/Conservation/Valorisation) favorise une approche contemporaine et politique, appropriable, non-experte et concernée de l'archive. Une valorisation polymorphe de ce matériau (spectacles, soirées festives, rencontres, ateliers d'archivage, expositions, éditions et auto-éditions, outils numériques, podcasts...) assure un lien permanent avec les luttes

politiques et les réflexions communautaires. L'archive vivante entend lutter contre ce que Jacques Derrida qualifie de « violence archivale »<sup>4</sup>, c'est-à-dire une confiscation par des institutions professionnelles archivistiques (Archives nationales) et patrimoniales (musées...).

Cette enquête a été conduite entre septembre et décembre 2024 en France métropolitaine, à partir d'une approche transversale entre recherches documentaires universitaires et militantes et six entretiens semi-dirigés. Ces derniers, anonymisés pour les membres des collectifs, ont été menés avec Espace QG (Bordeaux), Les L'un.e.s (Ardèche), Mémoire Manquante (Nice) et Derrière les Faggot.es (Toulouse). Deux entretiens ont été menés avec un universitaire spécialiste de ces questions (Antoine Idier) et un artiste et bénévole de Mémoires des Sexualités (Marseille), Sido Lansari. L'enquête adopte un positionnement concerné (personne queer transféminine, anciennement homosexuelle masculine) et une observation participante et critique au sein du collectif lyonnais Mémoires Minoritaires. Elle procède par comparaison et analyse thématique (programmations, modalités d'accès, fonctionnement...). L'enquête entend comprendre comment les collectifs-membres fabriquent cette archive queer vivante, dans quelles conditions organisationnelles, matérielles et partenariales. Quels outils et pratiques le collectif Big Tata développe-t-il ? Quelle diversité de pratiques, de valorisations et de structures y est représentée ? Quelles programmations culturelles et artistiques sont proposées ?

1. A. Idier, *Archives des mouvements LGBT+. Une Histoire de Luttres de 1890 à nos Jours*, Paris, Éditions Textuel, 2024.

2. S. Bourcier, *Le pouls de l'archive, c'est en nous qu'il bat*, Paris, Cambourakis, 2025.

3. *Ibid.*

4. J. Derrida, *Mal d'Archive*, Paris, Galilée, 1995.

# Une continuité essentielle entre diversités organisationnelles et diversités territoriales

## Des structures hétérogènes, entre fonds d'archives, bibliothèques queers et formes hybrides

Les entretiens ont permis de souligner la forte variété des structures rencontrées, de leurs missions et modes de fonctionnement. Si les collectifs s'inscrivent dans le même réseau (Big Tata) et modèle archivistique (les archives vivantes), ils demeurent singuliers et en partie représentatifs des territoires qu'ils recouvrent dans leur travail archivistique. De manière globale, l'apparition récente de la quasi-totalité des collectifs a pour corollaire la fragilité des modèles associatifs rencontrés : une activité presque uniquement bénévole, un sous-effectif, un autofinancement des actions... Les collectifs ont tous été créés après 2017, à l'exception de Mémoires des Sexualités (Marseille), fondé durant l'épidémie de sida en 1983. Certains, comme Les L'un.e.s (Ardèche) qui fait partie intégrante d'une autre association militante d'éducation populaire (La Fougue), existent depuis moins de trois ans. L'historique de création de chacun d'eux est variable : constat d'une absence de mémoire locale (Derrière les Faggot.es, Mémoires Minoritaires...), sauvegarde en urgence d'archives qui s'apprêtaient à être détruites (Mémoire Manquante), etc.

Il a été constaté que certains se présentent exclusivement comme un fonds d'archives, c'est-à-dire une structure destinée à leur conservation

sans nécessairement les rendre accessibles, à l'image du collectif azuréen Mémoire Manquante (Nice). Au contraire, certains revendiquent un rôle de bibliothèque queer mais n'ont pas de fonds d'archives ou n'ont pas vocation à en constituer un à terme. Enfin, d'autres cumulent ces deux options.

## Liens avec le réseau Big Tata et coopérations

Plusieurs collectifs paraissent aussi avoir été fondés avec le soutien et l'accompagnement de figures du réseau Big Tata comme Sam Bourcier. La plupart des autres collectifs ont été créés indépendamment du réseau puis l'ont rejoint par la suite. Si la majorité revendique l'utilisation du catalogue en ligne, nombre de personnes interrogées reconnaissent le manque de temps et de moyens consacrés au réseau : l'urgence et les pratiques locales sont privilégiées par rapport à Big Tata qui semble davantage dépendre de certains collectifs plus développés comme Mémoires Minoritaires (Lyon) ou Mémoires des Sexualités (Marseille). Bien que la participation à Big Tata ne semble pas être la priorité absolue, celui-ci demeure un outil essentiel. Il permet tout d'abord d'unir les collectifs autour de valeurs, d'outils et de modèles archivistiques, mais aussi d'assurer la rencontre et la coopération des acteurs des archives françaises par des rencontres annuelles et d'autres formes de correspondances ou de contacts informels.

## Des bénévoles concernés et engagés : militantisme, formations et transmissions

Plusieurs personnes interrogées (majoritairement âgées de 20 à 40 ans) ont suivi une formation archivistique ou de bibliothécaire et indiquent

avoir choisi d'effectuer celle-ci parallèlement ou après avoir exploré leur intérêt pour les archives queers. D'autres viennent de formations ou professions artistiques : coordinateur d'un festival de cinéma queer, artiste contemporain et curateur... Tous prenaient déjà part à des engagements associatifs ou militants queers avant d'intégrer ces collectifs. Cet engagement archivistique s'inscrit donc davantage dans la filiation d'un militantisme queer, plutôt qu'il ne relève d'un intérêt marqué pour les archives *straight* ou queers. Il est d'abord un moyen de parcourir les racines de son propre militantisme, de créer des ponts entre un passé militant local et des engagements contemporains, de nourrir les luttes actuelles. Une personne met en avant un lien pour le patrimoine et l'histoire au sein des archives queers, mais il s'agit d'une position marginale. La majorité montre une forte inclination pour les œuvres artistiques queers. Paradoxalement, très peu de personnes ayant vécu l'épidémie de sida semblent être impliquées dans ces collectifs. Cette observation renforce ce qu'Antoine Idier qualifie de « traumatisme mémoriel ».

Plusieurs collectifs pratiquent l'itinérance : le collectif Espace QG (Bordeaux) est doté d'un camion qui lui permet de se déplacer dans la région pour aller vers différents publics. Le collectif Les L'un.e.s (Ardèche) a lui aussi effectué de nombreux déplacements en camion. Cette itinérance intervient pour se rapprocher des autres fonds documentaires, collecter au-delà de leur ville d'implantation et permettre la rencontre avec des publics présents à d'autres événements (Pride, concerts, festivals...).

## Faire durer l'archive vivante : fragilités matérielles, travail bénévole et tensions avec les institutions

### Manque de moyens, professionnalisation et pérennisation fragiles, voire impossibles

L'ensemble des collectifs interrogés revendique un fonctionnement démocratique, sans hiérarchie interne. Le processus de décision est collectif et horizontal. La participation à un projet est assurée selon la mobilisation bénévole face à une proposition.

Sur le plan financier, les collectifs interrogés soulignent un manque structurel de moyens qui limite la mise en œuvre de leurs objectifs. À l'exception de Mémoires Minoritaires (Lyon), aucune structure ne dispose de subventions de fonctionnement. Celui-ci est permis grâce à des subventions marginales (soutiens spécifiques et uniques aux jeunes lanceurs d'associations...) ou à l'autofinancement total (organisation d'événements, adhésion des bénévoles et des publics...). Ce manque de moyens limite fortement les acquisitions et actions possibles (location d'un local, achat de livres, participation aux frais généraux...). Le positionnement politique des bénévoles vis-à-vis des sources de subventions se montre plus ambigu. Certains collectifs revendiquent leur autonomie vis-à-vis des financements publics, dans une volonté politique d'indépendance face à l'institution. D'autres indiquent prospecter pour des subventions, mais manquent de temps et de compétences pour effectuer cette recherche

de manière significative. Tous invoquent un positionnement politique et militant, et un désir important d'indépendance vis-à-vis des collectivités : les subventions ne sont acceptées qu'à la condition qu'elles ne viennent pas conditionner les paroles ou engagements des collectifs.

Ce manque de moyens interroge la pérennisation et la professionnalisation des collectifs. Si, par conviction, une partie des collectifs milite pour ne pas professionnaliser leurs activités, une autre partie s'interroge sur cette option, notamment pour assurer la coordination au moins partielle des associations. Or à ce jour, toute embauche est matériellement impossible. Cela ne semble pas freiner pour l'instant le développement des collectifs, du fait des faibles moyens utilisés par ceux-ci pour exister et proposer des activités. Cela pourrait cependant représenter un défi à moyen terme, face au départ d'une première génération de militants ou à une réduction des sources de revenus disponibles (générés par les événements culturels, par exemple...).

Enfin, ces faibles moyens dont disposent les collectifs contrastent avec l'importance de la charge de travail bénévole. Les nombreuses tâches (tenue de permanences, archivage et indexation des fonds, réponse à des invitations, organisation d'événements artistiques, recherche de financements, travaux administratifs...) correspondent à une charge de travail de trois à quatre équivalents temps plein, répartis parmi une dizaine de personnes en moyenne. Cette multiplicité des tâches, associée à un manque de structuration pour certains jeunes collectifs, amène à repousser certaines pratiques pourtant décrites comme essentielles – création d'archives orales, indexation des fonds, participation au réseau

Big Tata... – au profit des événements ou de la programmation dont l'échéance est plus courte.

### **Entre autonomie militante et dépendance institutionnelle**

Les collectifs s'inscrivent tous dans la lignée du modèle archivistique des archives vivantes, sans nécessairement en revendiquer la terminologie ou le concept théorique. Les collectifs affichent une volonté de « désintellectualiser » le rapport au savoir, aux ouvrages et aux références culturelles, pour contrer ce qu'ils identifient comme une forme d'élitisme intellectuel. Dans cette optique, les archives vivantes facilitent la prise de compétences archivistiques à travers des ateliers ouverts. Ce mode de rencontre vise à « déspecialiser » les professions liées au savoir et à lutter contre le monopole des professionnels face à la pratique archivistique. Le refus des collectifs de déléguer leur fonds d'archives témoigne aussi d'une méfiance vis-à-vis des institutions mémorielles officielles, de manière à préserver tant l'accès que la dimension politique des archives queer. Cette méfiance est relativisée par les partenariats développés avec plusieurs institutions culturelles (cinémathèques, médiathèques...), créant des passerelles entre institutions et militantisme.

Les collectifs cherchent à créer du lien intergénérationnel par le biais des archives, des combats et luttes militantes. Ils entendent aussi résister à une centralisation géographique et urbaine du savoir et des infrastructures, ce qui explique la volonté de plusieurs d'entre eux de proposer une itinérance. Ces pratiques participent à la création d'un lien social entre personnes membres du même collectif, dans la lignée

d'associations comme Act-Up Paris qui était en son temps un espace majeur de socialisation queer.

Les collectifs semblent ainsi entretenir un lien complexe, parfois contradictoire avec les institutions au sens large. Si celles-ci sont à bien des égards partenaires ou actrices dans les actions et projets menés par les collectifs, elles sont nettement plus critiquées par les discours théoriques et militants, héritiers d'une défiance historique à leur encontre, considérées comme coupables de la reproduction de nombreuses violences et effacements.

Les moyens logistiques (lieux d'expositions...) et financiers (budgets, subventions publiques...) des collectifs ne pourraient cependant être mobilisés sans ces institutions. Les collectivités offrent une visibilité et une reconnaissance symbolique dont les collectifs ne disposent pas encore seuls. La collaboration avec les institutions est donc pragmatique autant que structurante, d'où des positionnements variés entre collectifs. Inscrits dans des mouvances marquées à la gauche radicale, certains militants revendiquent une autonomisation des collectifs, dans la lignée de voisins comme l'Italie (Centro di Documentazione Flavia Madaschi de Bologne). Ce modèle pose la question de sa pérennisation : un centre d'archives autonome basé sur l'autofinancement ou les dons (qui plus est de personnes marginalisées et précarisées) ne s'expose-t-il pas à multiplier les risques psychosociaux (*burn-out* ...) et les formes de précarité ?

D'autres voix, comme Antoine Idier, défendent un partenariat négocié avec les institutions culturelles. Selon lui, si l'autonomie des fonds

ne doit pas être remise en question, il faut proposer un discours militant, notamment historique, compatible avec le fonctionnement institutionnel : un argumentaire critique, mais qui ne remettrait pas en cause l'existence de ces institutions ou leur pertinence. À moyen terme, les besoins matériels nécessaires à la pérennisation des archives (embauches, achats de locaux...) ne semblent pas pouvoir passer, pour l'instant, par d'autres canaux que ces institutions. L'évolution des collectifs et leur pérennisation dans ce contexte rappelleraient les trajectoires de collectifs comme Act-Up Paris ou AIDES, dont le positionnement s'est nettement modéré entre les années 2000 et aujourd'hui, du fait d'un rapprochement avec des acteurs institutionnels. Cela exposerait les collectifs au risque de perdre leur potentiel contestataire et révolutionnaire pour s'inscrire dans une logique davantage patrimoniale.

# L'archive vivante en actes : transmissions, programmations culturelles et chaîne archivistique

## Programmations culturelles et événements

La programmation culturelle et le soutien à la création artistique occupent une place essentielle dans les projets et les missions des collectifs. Le soutien à la création fait partie des principes du réseau Big Tata et l'enquête a permis de montrer que la totalité des collectifs proposent une programmation culturelle. Selon les entretiens menés, ces événements participent à une logique événementielle, dans le but de faire connaître, de faire adhérer et de récolter des donations de la part de personnes éloignées des pratiques archivistiques. L'organisation d'événements mobilisant les archives s'inscrit également dans une volonté de désacraliser le rapport à l'« objet-livre » et aux archives queers.

Les collectifs conçoivent tous leur propre programmation, avec deux à six événements par mois. Ceux-ci prennent des formes variées : artistiques (spectacles, show drag, performances, lectures, scènes ouvertes, projections...), littéraires et critiques (rencontres avec un auteur, débats, conférences...). Dans la continuité des archives orales, les collectifs emploient largement le format du podcast, peu exigeant techniquement. Les programmations sont rarement coordonnées : chaque collectif propose ses événements selon les opportunités, les sensibilités des membres ou les partenariats créés avec leur environnement.

Les programmations s'appuient souvent sur des partenariats avec les institutions culturelles locales (musées, médiathèques, mairies...), ce qui permet de limiter les coûts événementiels pour les collectifs. L'absence de rémunération des bénévoles participe cependant à une forme de précarisation de leur activité et de leur engagement. Le manque de moyens ou de temps a aussi un impact sur la programmation. Le collectif Derrière les Faggot.es (Toulouse) s'est tourné vers le cinéma à la faveur d'un partenariat avec la Cinémathèque de Toulouse, mais aussi par l'organisation de projections au sein d'un « cinéma-club » porté par les membres.

## Expositions notables et nouvelles traces communautaires

Parmi les expositions notables organisées ces dernières années, nous pouvons citer *Dans les marges. Trente ans du Fonds Michel Chomarat* qui a eu lieu à la Bibliothèque municipale de Lyon en 2022. Antoine Idier en a été le commissaire. L'exposition revient sur les engagements de Michel Chomarat, militant homosexuel ayant créé un fonds d'archive dédié aux personnes mortes du sida en 1992. Elle rend visibles des personnes et mémoires marquées par la marginalité ou l'illégitimité. L'exposition *Au Palais des liens renoués*, conçue par le musée de l'Imprimerie et de la Communication graphique de Lyon et Mémoires Minoritaires, s'est tenue en mai 2025 à Lyon. Elle comprend plusieurs volets s'inscrivant dans une véritable « chaîne archivale » : expositions d'œuvres partiellement liées aux archives, performances drag, ateliers d'écriture, conférences et débats, création de collages...

Les événements répondent à une volonté d'offrir une alternative aux lieux queers (bars, clubs, soirées...) nocturnes et/ou festifs à l'origine d'une culture de l'instant, envisagée comme un divertissement, parfois politique, mais qui peut marginaliser de nombreuses personnes (validisme, phobies sociales...). Malgré cela, ces activités nocturnes et/ou festives sont un moyen important de visibiliser les collectifs. L'Espace QG (Bordeaux) et Mémoires Minoritaires (Lyon) organisent des permanences en bibliothèques en parallèle de ces événements, ce qui offre une visibilité supplémentaire à des espaces archivistiques qui n'auraient pas pu capter certains publics nocturnes autrement. Dans de plus rares cas, les événements proposés peuvent eux-mêmes être nocturnes, comme en témoignent plusieurs soirées de Mémoires Minoritaires programmées au sein de Grrrnd Zero à Vaulx-en-Velin. S'ils ne constituent pas la majorité, les événements nocturnes semblent apporter une mise en lumière importante de ces collectifs, de même qu'ils participent à l'objectif de désacralisation des savoirs et des pratiques archivistiques.

## Conclusion

Les collectifs d'archives sont encore largement inscrits dans une phase d'expérimentation et de structuration. Ils valorisent une archive vivante, anti-patrimoniale, visant sa réappropriation et son réusage permanent. Les résultats de cette enquête interrogent le rapport ambigu aux partenariats institutionnels et la possibilité d'un maintien d'un discours critique et militant, lié à des archives contestataires situées politiquement. Ils soulignent aussi les enjeux de décentralisation culturelle et de transmission de ces cultures minoritaires par et pour les personnes concernées. Big Tata apparaît ainsi comme un dispositif de développement, de structuration et de mise en réseau, parvenant à rester bénévole et informel à une échelle nationale, voire supra.

Enfin, les programmations culturelles associées aux collectifs d'archives apparaissent comme des espaces de transmission, de politisation et de création de liens intergénérationnels et intersectionnels. Centrales dans la vision des archives vivantes, elles permettent de se réapproprier les archives tout en en créant de nouvelles par le biais d'une « chaîne archivale » continuellement réactivée.

## Bibliographie sélective

### Ouvrages

- S. Bourcier, *Le Pouls de l'Archive, c'est en nous qu'il bat*, Paris, Cambourakis, 2025.
- J. Derrida, *Mal d'Archives*, Incises. Paris, Galilée, 1995.
- A. Idier, *Archives des Mouvements LGBT+ (Une Histoire de Luttés de 1890 à nos Jours)*, Paris, Éditions Textuel, 2024.

### Expositions

- Bibliothèque Municipale de Lyon. « Dans Les Marges : 30 ans du Fonds Michel Chomarat (À Propos) ». Bibliothèque Municipale de Lyon, 2025.
- Mémoires Minoritaires. « Au Palais des Liens Renoués ». Mémoires Minoritaires, 2025.

### Sitographie

- [Big Tata. « Big Tata \(Le Réseau\) ». Big Tata, 2025.](#)

## Annexe

### Entretiens semi-dirigés

- Entretien avec un membre du collectif Mémoires Manquantes, anonymisé, réalisé par l'autrice en visioconférence, août 2024, 1h15.
- Entretien avec des membres du collectif Les L'un·x·e·s, anonymisé, réalisé par l'autrice en visioconférence, août 2024, 1h30.
- Entretien avec un membre du collectif Espace QG, anonymisé, réalisé par l'autrice en visioconférence, août 2024, 1h00.
- Entretien avec des membres du collectif derrière les FaggotEs, anonymisé, réalisé par l'autrice en visioconférence, août 2024, 1h45.
- Entretien avec Sido Lansari, non anonymisé, réalisé par l'autrice en visioconférence, août 2024, 2h00.
- Entretien avec Antoine Idier, non anonymisé, réalisé par l'autrice en visioconférence, août 2024, 1h20.